



Déclaration FSU au CAEN du 12 novembre 2019.

Depuis près de 2 ans, nous faisons le constat d'une transformation à marches forcées de l'Éducation Nationale. Ce CAEN ne fera pas exception, la liste des « chantiers » en cours ne cessant de s'allonger, « chantier » n'étant à vrai dire pas le mot juste car il suppose une construction là où s'accumulent, au nom

des politiques d'austérité et de choix idéologiques, les démolitions.

En cette rentrée, le bilan est dense.

La mise en place de la réforme du lycée simultanément en seconde et 1^{ère} pose de nombreux problèmes : carte académique des spécialités toujours pas disponible malgré nos demandes répétées, choix des spécialités dans le cadre contraint de l'offre de formation locale et souvent sans réel accompagnement par rapport aux poursuites d'études, lourdeur et parfois non-sens de programmes élaborés sans concertation, impréparation des E3C devant se mettre en place dès janvier (banque nationale de sujets indisponible, absence de cadrage sérieux de ces épreuves renvoyées à l'organisation locale, absence d'information sur la numérisation des copies ou la rémunération de leur correction ... sans oublier l'inégalité de traitement des candidats selon le lycée où ils étudient...).

La réforme du LP, elle, accélère la démolition de la voie professionnelle sous statut scolaire en contradiction avec les propos sur son excellence vantée ici ou là : diminution drastique de la formation générale citoyenne au profit d'une vision utilitariste des enseignements, ce qui freinera les possibilités de poursuite d'études, dispositifs contestés comme le chef d'œuvre ou la co-intervention déconnectée des besoins des élèves, mise en concurrence sèche des sections professionnelles publiques sous statut scolaire et de l'apprentissage, les lycées publics et les personnels étant censés pallier les ruptures de contrats et développer l'apprentissage au sein même de leurs établissements, avec notamment un mixage des publics.

Le collège, confronté à des effectifs chargés et à une inclusion bricolée, source de souffrance pour tous, après la réforme de 2016 et les « assouplissements » de 2017 entre dans une nouvelle période d'instabilité avec le rapport Azéma-Mathiot qui préconise de garder les REP+ jusqu'en 2022, de supprimer les REP dès l'an prochain et de déréglementer à tout va. L'académie de Lille, compte tenu du poids des difficultés économiques, sociales et scolaires a beaucoup à y perdre.

Dans le 1^{er} degré, la poursuite des dédoublements en CP/CE1 est positive- même si elle demande à être confortée- mais elle demande plus de moyens que ceux mis en place et ne doit pas se faire au détriment des autres niveaux.

La mise en place des PIAL via la loi Blanquer, quant à elle rate son objectif d'assurer la prise en charge du maximum d'élèves en situation de handicap. Quotités d'accompagnement réduites, saupoudrage de l'accompagnement, rupture du lien élève-AESH, instabilité pour l'élève.... et déni des véritables conditions de travail des AESH: retards importants dans le versement des salaires, travail sur plusieurs niveaux, plusieurs lieux avec des temps partiels imposés pour souvent un salaire les plaçant sous le seuil de pauvreté. Sans compter les injonctions à ne pas créer de lien avec l'élève ou à ne pas avoir d'activité complémentaire pour être parfaitement disponibles ... La FSU, avec l'intersyndicale, sera d'ailleurs mobilisée aux côtés des AESH le 20 novembre prochain à Lille et Arras.

La démolition du service public de l'orientation scolaire (réduction drastique du nombre de CIO en vue, transfert des Dronisep...) au profit de coachs et d'offices privées accroît encore les inégalités et nuit à la réussite du plus grand nombre.

La poursuite de Parcoursup confirme les constats que nous avons déjà pu faire et en particulier en cette rentrée : exclusion de nombreux bacheliers ST2S en IFSI, rejet d'excellents élèves de filière scientifique dans des écoles d'ingénieurs publiques, des élèves annoncés comme ayant "un vœu satisfait" bien qu'acceptés dans des parcours universitaires très éloignés de leur premier vœu

A ce sujet, nous demandons à nouveau l'installation du CAEN du supérieur .

Toutes ces « réformes » associées à des pratiques managériales souvent contraires aux missions du service public créent une souffrance au travail chez les personnels que personne ne peut plus nier .Les mobilisations suite au suicide de C.Renon comme les avis des différents chsct -supprimés pourtant prochainement-en attestent.

Et ce ne sont pas les annonces en matière de budget Éducation pour la rentrée 2020 qui éclaircissent l'horizon : 440 suppressions de postes dans le second degré, privé comme public baisse des crédits pédagogiques, suppression de la moitié des fonds sociaux (les familles du Nord/Pas-de-Calais apprécieront...).

Terminons par le projet de réforme des retraites, projet où tous, public et privé, sont perdants mais où les personnels de l'Éducation Nationale ont cependant le plus à perdre, toutes les analyses le montrent.

Toutes les raisons donc, pour la FSU, d'être massivement en grève le 5 décembre prochain. Parce que nous ne pouvons accepter des choix politiques qui tournent le dos à toute forme de solidarité, qui renoncent aux ambitions de démocratisation et de réduction des inégalités et qui même attisent cyniquement tensions et rejet de l'autre .

Partie Région :

Pour ce qui est de la partie Région, La FSU constate à nouveau que la gestion individualisée de chaque lycée est contraire au principe d'égalité de traitement de tous les élèves sur le territoire régional. La dotation n'est pas fonction de critères objectifs : nombre d'élèves, de formations dispensées, de locaux et de leur état. Une dotation en baisse a priori de 5 % et basée sur les dépenses antérieures des années 2016 2017 2018 ne fait que reproduire une politique d'établissement. Si globalement les crédits sont en hausse, informations qui n'ont pas été communiquées officiellement à ce CAEN, nous ne disposons pas du programme d'investissements dans les lycées pour l'année 2019, ce qui a pourtant des conséquences sur le fonctionnement et le budget des établissements. La Région décide , par ailleurs de ne plus compenser la baisse de la taxe d'apprentissage, ce qui aura des conséquences directes sur le fonctionnement de nombre de lycées. Ajoutons en outre que les dotations ne tiennent pas compte de la diminution du nombre d'agents territoriaux dans les lycées de notre académie. Même si les personnels titulaires sont majoritairement remplacés, la suppression totale des contrats aidés ATTEE qui compensaient déjà un manque d'agents ATTEE titulaires, a dégradé les conditions de travail et le service rendu par les personnels en charge de l'entretien des locaux, des espaces verts et de la restauration scolaire. Pour la gestion locale du parc informatique dans les lycées, une première réponse a été mise en œuvre avec le recrutement de personnels précaires mais elle n'est pas à la hauteur des besoins des lycées de notre région, la mise en place du nouvel ENT n'a pu se réaliser qu'au prix d'un surinvestissement de certains enseignants en charge des parcs informatiques.

La FSU estime que dans l'intérêt du service public d'Éducation et dans l'intérêt des finances de la Région, la maintenance du matériel informatique au quotidien, l'entretien des locaux, des espaces verts et de la restauration scolaire, nécessitent le recrutement de personnels titulaires en charge de ces missions.

Enfin, la FSU constate que la Région poursuit sa politique en faveur des établissements privés en acceptant tous les dossiers de demande de subventions . Couplée à la politique ministérielle en faveur du privé , notamment via la scolarisation obligatoire à 3 ans, se dessine une rupture de l'égalité de traitement au détriment des élèves de l'enseignement public, ce que nous dénonçons.